

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 2 OCTOBRE 1979 - N° 963

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

## Alsthom-Belfort : poursuite de la grève avec occupation

Depuis jeudi matin, les travailleurs d'Alsthom-Belfort sont en grève avec occupation pour leurs revendications : 13<sup>e</sup> mois, 5<sup>e</sup> semaine de congés payés, réajustement des salaires sur les autres usines du groupe.

Vendredi matin, plus de 3 000 travailleurs manifestaient à Belfort à l'appel de l'ensemble des organisations syndicales. La grève a continué ce lundi.

LIRE EN PAGE 8

## Le rassemblement de Garges : une étape

Plusieurs milliers de travailleurs, français et immigrés ont participé samedi au rassemblement de Garges-les-Gonesse, sur le terrain vague où campent les résidents expulsés de leur foyer. Un représentant du comité de coordination déclarait que ce rassemblement ne devait pas être «un rassemblement-terminus, mais une nouvelle avancée sur le chemin d'une mobilisation plus radicale et plus large».

LIRE EN PAGE 3

## La réunion des radios libres européennes à Longwy

LIRE EN PAGE 5

## «Projet socialiste» : Mauroy et Rocard restent à l'écart

LIRE EN PAGE 4

## Le chômage augmente, les indemnisations baissent

### Un rapport envisage de supprimer la gratuité de la sécurité sociale aux chômeurs non indemnisés



Depuis ce lundi 1<sup>er</sup> octobre, le nouveau système d'indemnisation du chômage est entré en vigueur. Son principe consiste en un nivellement par le bas des indemnités, notamment par la suppression des 90%. De surcroît, les indemnités ainsi octroyées verront progressivement leur taux baisser selon la durée du chômage.

Le nouveau système pénalise ainsi les travailleurs sans emploi dont le chômage se prolonge, au moment même où des statistiques officielles montrent que la durée moyenne de recherche d'un emploi s'allonge.

La situation des chômeurs se trouve d'autre part morcelée en des dizaines de cas de figure différents, qui ne faciliteront pas les démarches administratives. Un renforcement des contrôles parachève le projet.

Si la politique gouvernementale accroît le chômage, elle est également en pointe dans la réduction des avantages sociaux consentis aux chômeurs. Un rapport, présenté par un certain M. Barjot, vient d'être déposé sur le bureau du ministre du Travail. Il prévoit purement et simplement la suppression de la Sécurité sociale gratuite pour les chômeurs non indemnisés. Il s'agit, selon ce Barjot, de «mettre fin à des abus incontestables et nombreux». L'abus est ailleurs.

## «Le chien est parti, les chiots restent», crient les jeunes de Bangui

Après que samedi le Quai d'Orsay ait démenti un attentat contre Dacko (c'est maintenant le gouvernement français qui monopolise l'information), le successeur désigné de Bokassa a lancé un appel au calme et à l'ordre. En effet, la rentrée scolaire qui doit commencer cette semaine

devrait permettre de juger de la situation du mouvement populaire à Bangui. Ce mouvement que la presse a tendance à enterrer un peu vite. Nous avons pu faire le point sur les objectifs et la détermination de ce mouvement avec des jeunes Centrafricains ayant participé aux dernières luttes.

LIRE EN PAGE 7

UNE ENQUETE REALISEE  
AUPRES DE JEUNES CENTRAFRICAINS  
AYANT PARTICIPE  
AUX DERNIERES LUTTES

## Charbon et tarifs postaux : les prix flambent

Le tarif des lettres «plis urgents» est passé ce lundi de 1,20 F à 1,30 F (plus de 8% d'augmentation). L'ensemble des tarifs postaux subit ainsi une hausse du même ordre.

Le prix du charbon vient de faire un bond de 8%. Sans doute pour inciter à réduire la consommation de fuel.

# La session d'automne de l'Assemblée nationale

## LES POUVOIRS CACHES DE L'ASSEMBLEE NATIONALE

**Le Parlement n'a pratiquement aucun poids dans l'exercice du pouvoir. Il n'en joue pas moins un rôle politique certain.**

Huissiers au collier rutilant, roulements de tambour et garde-à-vous impeccables, mardi octobre s'ouvre en grande pompe de la 4<sup>e</sup> session de la VI<sup>e</sup> législature de la V<sup>e</sup> République. Plus prosaïquement, députés et sénateurs commencent ce mardi la «session d'automne»

L'Assemblée Nationale n'est pas que le lieu des lamentables pantalonades qu'on y voit parfois. Elle n'est pas non plus seulement le lieu où sont concentrés les rouages de l'appareil législatif, les centaines de luxueux bureaux des députés et de leurs collaborateurs appointés, etc... C'est aussi là que se concrétise pour une bonne part la politique gouvernementale, puisque pour avoir force de lois, ses décisions doivent être adop-

tées par les parlementaires.

### DES POUVOIRS... EN THEORIE

Pour mieux comprendre cette session et ses enjeux, peut-être faut-il jeter un regard en arrière sur la précédente session, celle qui s'est déroulée du 2 avril au 30 juin, en démontant les mécanismes. La France, selon la constitution, vit sous la séparation de l'exécutif ou du lé-

gislatif. Une session qui n'est pas sans importance, dans la mesure où vont y être adoptées un travailleur; dans la mesure aussi où les hémicycles sont parmi les hauts-lieux des affrontements entre partis bourgeois. Dès mardi, on y parlera beaucoup de 1981.

«Le gouvernement détermine et conduit la politique de la Nation» (article 20), «la loi est votée par le Parlement» (article 34). Pouvoirs importants donc que ceux du Parlement, tel que la décrit le même article 34 : cela va des «libertés fondamentales» à la défense nationale, du taux de l'impôt au droit syndical, etc... Pouvoirs encore plus importants — en apparence — puisque, article 39 «L'initiative des lois appartient concurremment au Premier ministre et aux membres du Parlement». Voilà pour la théorie, venons-en à la pratique : L'Assemblée Nationale a discuté lors de sa dernière session quelque 196 «projets» (émanants du gouvernement) ou «propositions» (émanants des députés). Seuls 45 sont devenus des lois définitives, les autres étant soit rejetées (la plupart), soit perdues dans le dédale administratif des commissions ou des navettes Assemblée-Sénat. Mais regardons de plus près. Sur les 49 projets de lois déposés par le gouvernement, 39 ont été adoptés, les 10 autres devant être discutés soit à cette session

composition de l'Assemblée Nationale : quelle que soit sa gauche, la droite, UDF et RPR, vote inmanquablement les projets gouvernementaux. A cette raison essentielle s'en ajoute une autre : la procédure parlementaire est organisée de telle sorte que le gouvernement et ses projets y soient toujours présents. C'est lui qui décide de l'ordre du jour de l'Assemblée, puisque sa voix est prépondérante à la «conférence des présidents de groupe». De plus, ses projets sont prioritaires, et sont toujours discutés avant les propositions des députés. Revenons aux statistiques de 1978 : entre le moment où le gouvernement dépose un projet de loi et le moment où celui-ci est adopté définitivement, il s'écoule en moyenne 143 jours. Le même cheminement, pour les propositions de députés, dure 490 jours...

De tels chiffres amènent à tout le moins à relativiser le poids des assemblées dans le régime d'aujourd'hui. On pourrait cependant penser que les députés ont la possibilité d'interpeller le gouver-

Le problème est infiniment plus vaste. Si l'Assemblée est aujourd'hui privée de tout pouvoir réel, elle n'en joue pas moins un rôle bien spécifique sur la scène politique bourgeoise. Entre l'Assemblée toute puissante de la IV<sup>e</sup> République et la chambre d'enregistrement des décrets de la V<sup>e</sup>, l'équilibre s'est établi : aussi, à de rares exceptions près, le gouvernement ne dépose sur le bureau de l'Assemblée que des textes dont il sait qu'ils seront adoptés. Trois exemples récents : la loi réglementant le droit de grève a été proposée après que Lecat ait consulté les parlementaires RPR. A l'inverse, un projet de loi visant à la création d'un établissement public national chargé de gérer les participations qui lui sont dévolues par l'Etat dans la SNIAS et Dassault-Bréguet a été retiré par le gouvernement parce que le RPR n'était pas d'accord. Troisième exemple : le gouvernement n'a pas déposé de projet de loi sur le travail du dimanche. Il risquait d'être battu. Par contre, il a donné le feu vert pour que l'UDF fasse sa propre proposition, histoire de tester les uns et les autres...

Sans lui donner de réels pouvoirs pour autant, le gouvernement doit tenir compte de

### Exemple de la session extraordinaire

S'il est un exemple de la place actuelle de l'Assemblée Nationale dans la vie politique, c'est bien celui de la session extraordinaire qui s'est déroulée du 14 au 16 mars dernier. L'événement était d'importance, puisque pour la première fois RPR, PS et PCF se coalisaient pour aller à l'encontre de la volonté gouvernementale. Les giscardiens étaient balayés, et les contradictions au sein de la droite prenaient une forme concrète, spectaculaire. C'est une véritable bataille politique qui s'est menée à ce moment-là, en plein milieu de la campagne électorale. Indéniablement, le fait que cette session parlementaire ait eu lieu peut être interprété comme une défaite du gouvernement Giscard-Barre.

Mais de quoi a accouché cette session ? De deux motions de censure, déposées l'une par le PCF, l'autre par le PS, qui n'ont rien donné. Et de deux commissions d'enquête : l'une sur «les conditions de l'information publique», l'autre sur «la situation de l'emploi et le chômage». On sait les avatars de la première de ces commissions, qui n'a abouti, après bien des péripéties, qu'à un rapport insipide de quelques feuillets. Ce que l'on sait moins, c'est que la commission sur le chômage a parfaitement fonctionné. Elle a même fourni, en temps et en heure, un volumineux rapport de deux tomes et plus de 1000 pages. Ce qui a été, comme de bien entendu, parfaitement inopérant...



Giscard-Chaban : quel équilibre entre l'exécutif et le législatif ?

d'automne, soit au printemps prochain. Par contre, sur les 147 propositions des députés, seules 7 sont devenues des lois. Citons quelques chiffres, plus éloquentes encore, extraits des «statistiques officielles pour 1978» de l'Assemblée Nationale. L'année dernière, le gouvernement a présenté 114 projets de lois, 83 ont été adoptés, et tous les textes sont devenus des «lois promulguées», puisqu'une loi ne devient applicable que par décret... Les députés, eux, ont fait 509 propositions. Seulement 11 ont été adoptées, et 8 promulguées.

### LES CHOIX DU GOUVERNEMENT TOUJOURS PREPONDERANTS

Nul ne peut s'y tromper : le Parlement joue aujourd'hui les utilités, et c'est bien le gouvernement qui détient la quasi-totalité des pouvoirs. La première raison à cela tient bien sûr à la

nement, en lui posant des questions précises. C'est vrai, mais là encore les chiffres amènent à relativiser : d'abord, les questions orales, qui obligent tel ou tel ministre à venir répondre, sont limitées : une fois par séance, pendant les sessions bien sûr, une séance y est consacrée, avec tout au plus une dizaine de questions. Enfin, il y a les questions écrites, très nombreuses : 10419 pour la seule année 1978. Imaginez un instant que vous soyez député : vous posez une question écrite, par exemple sur telle intervention policière dans telle lutte. Vous avez une chance sur deux d'avoir une réponse. Et si réponse il y a, ce sera dans deux, voire trois mois.

### MEME LIMITE. L'ASSEMBLEE JOUE UN ROLE

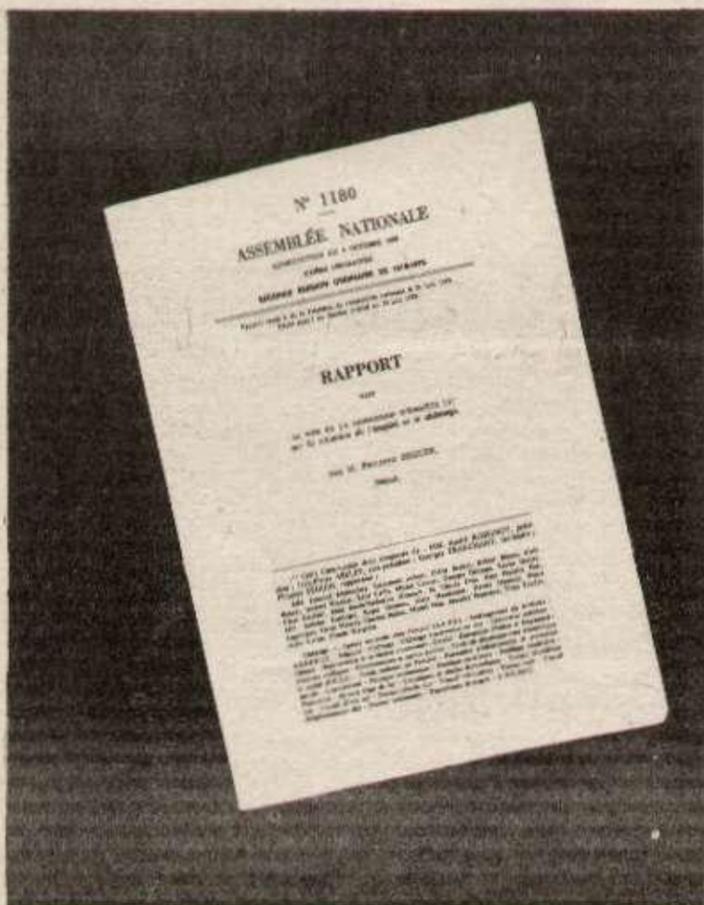
Les faits sont là. Il ne faudrait cependant pas en déduire qu'il n'y a là qu'un problème de fonctionnement, dû à ce que l'on ne sait quelle lourdeur bureaucratique.

l'Assemblée. Plus précisément, il doit tenir, du fait que c'est l'allié instable, le RPR, qui dispose du plus grand nombre de députés, 155 au total, contre 122 à l'UDF, 114 au PS, et 86 au PCF.

Il y a là une contradiction nouvelle, et décisive quant au rapport gouvernement-parlement : que le pouvoir laisse trop de liberté à l'Assemblée, et le RPR reprendra du poil de la bête. Mais à l'opposé, il ne saurait être question pour le pouvoir d'agir comme si le RPR n'existait pas, sous peine de courir le risque de défaites parlementaires.

Equilibre instable, donc, et qui influe directement sur les travaux de l'Assemblée, comme nous le verrons demain en détaillant ce que seront les mauvais coups de cette saison.

Nicolas DUVALLOIS



## Rassemblement samedi à Garges

# «UNE ETAPE AVANT DES ACTIONS PLUS LARGES ET PLUS RADICALES»

Plusieurs milliers de personnes ont participé, samedi dernier au rassemblement à Garges-les-Gonesses. Plusieurs milliers ont tenu à venir exprimer leur opposition aux lois racistes de Bonnet

Depuis plusieurs jours, les résidents expulsés et ceux qui les soutiennent avaient préparé le terrain de la fête.

## UN GRAND TRAVAIL DE PREPARATION

En face du champ sur lequel les résidents campent, les fossés avaient été rebalés, le terrain nettoyé. Samedi matin, un chapiteau d'une dimension respectable avait été dressé en cas de pluie. Celle-ci menacera toute la journée. Des tentes destinées à abriter les sections syndicales, les organisations politiques ont été montées.

De leur côté, les résidents activent un immense feu afin d'en tirer les braises qui permettront de faire rôtir merguez et méchoui.

Le foyer vide de ses résidents expulsés, se dresse, tout prêt, sans vie. Le car de CRS qui est réapparu en début d'après-midi aux pieds est reparti, bien vite. Aux fenêtres de cette tour, on aperçoit difficilement un vigile de la so-

ciété de gardiennage commanditée par la Sonacotra.

## LONGWY OVATIONNÉ

A partir de 14 heures, les participants au rassemblement commencent à arriver. A certains mo-

ments sur le chemin des Doucettes, les visiteurs forment un ruban ininterrompu... Quand quelques applaudissements se font entendre accompagnés d'un «Voilà Longwy !», c'est une ovation qui éclate. Les camarades de la

CFDT arrivent en rangs serrés scandant le poing levé, des slogans antiracistes.

## UNE MOBILISATION DE LONGUE DUREE

Sous le chapiteau cen-

tral, dans son intervention un camarade organisateur du rassemblement indique que cette journée, qui fait suite à la première mobilisation du 7 juillet, ne doit pas être conçue «comme un rassemblement terminus mais comme une nouvelle avancée sur le chemin d'une mobilisation plus radicale et plus large en même temps. Lors des prochaines réunions regroupant tous les signataires de l'appel, indique-t-il, nous préciserons les prochaines étapes de la mobilisation à engager».

Il reste, en effet, d'après les rumeurs transpirant du parlement, quelques semaines avant que les lois n'y soient examinées. Le camarade explique qu'il faudra mettre cette période à profit pour intensifier la lutte.

Après une coupure laissant une large place à des musiciens progressistes, une intervention sera faite cette fois «au nom des structures syndicales signataires de l'appel au combat contre les lois Stoléro-Bonnet.»

A cours de l'après-midi quelque deux cents à trois cents personnes suivront un débat malheureusement trop court pour que les points de vue les plus sectaires et les plus dogmatiques qui s'y sont exprimés puissent y être réfutés. Puis la partie animation se poursuit avec plusieurs chœurs repris très souvent en chœur par l'assistance. La place trop restreinte des débats, le peu de proposition immé-

diates ont certainement contribué à laisser dans le flou des perspectives sur les prochaines échéances de la lutte. Cette faiblesse a été reléguée avec regret par des participants qui pensaient revenir de Garges avec des objectifs précis d'action.

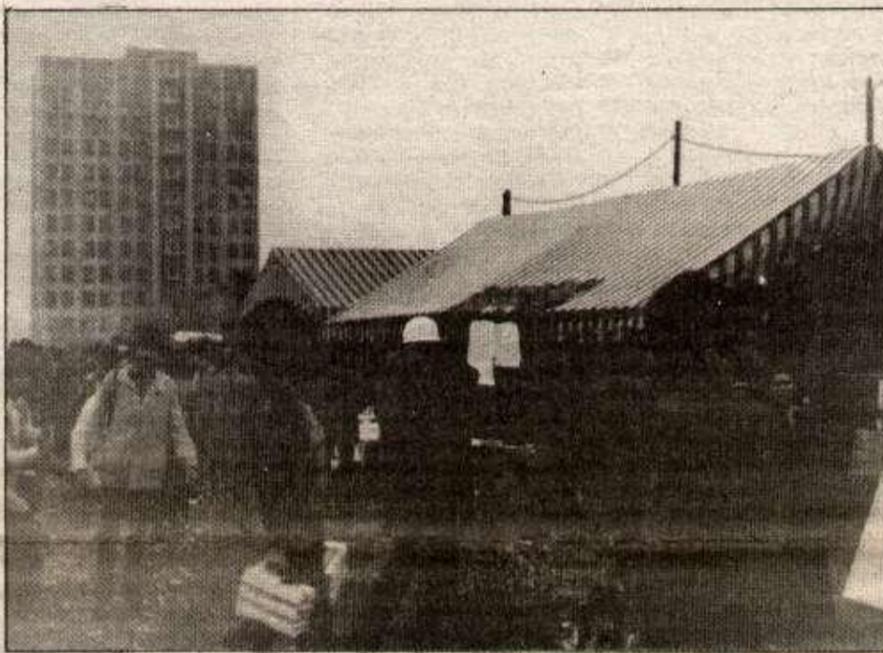
## DE NOUVELLES SECTIONS SYNDICALES DANS LA BATAILLE

Malgré cela, cette journée du 29 a été un nouveau pas dans la lutte contre les lois scélérates de Bonnet-Stoléro.

Elle a permis à plusieurs milliers de personnes de manifester leur volonté de lutter, il faut souligner également à l'actif de cette journée qu'elle a rassemblé davantage de monde que le 7 juillet, ce qui, compte tenu du passage difficile que connaît actuellement la lutte dans les foyers, est une victoire. Enfin, et ce n'est pas le moindre des acquis cette journée, des sections syndicales d'entreprises, absentes jusqu'à présent de la lutte et du collectif s'est constitué contre les lois racistes, se sont inscrites pour y participer dorénavant...

Un atout qui pourrait bien s'avérer efficace pour amener les directions syndicales à s'engager sans exclusives aucunes à la nécessaire lutte contre les lois antiouvrières de Bonnet-Stoléro.

François MARCHADIER



## Egal à un bagné : l'atelier des forges des Bost-Peugeot

### La grève continue

Ils sont une quinzaine, dont 4 Français. Cela fait deux semaines qu'ils sont en grève. Leur grève, ils la préparent depuis près d'un an. Ils travaillent chez Bost, une filiale de Peugeot (outillage) qui se trouve à Laissey dans la vallée du Doubs. Dans cette usine, avec leur section CFDT, les travailleurs redressent aujourd'hui la tête.

Il y a quelques mois, c'étaient les femmes de l'atelier de graissage qui obtenaient satisfaction au bout de 10 jours de grève. Alors ces travailleurs qui sont dans l'atelier le plus dur de la boîte ont décidé de passer à l'action. Ils travaillent sur des machines vieilles de 20 ans. Le chauffeur est exposé 8 heures et demi de suite par jour au métal en fusion à 1 000°, le pilonnier reçoit des projections de calamine à chaque écrasement de pièce. Tout ceci dans un bruit d'enfer : 120 décibels ; il a une dizaine de cas de surdité. Cela, ils l'endurent depuis des années. Ils savent que comme les anciens ils ont peu de chance d'arriver vivant à l'âge de la retraite. On pourrait croire qu'au moins les salaires sont bons. Ils

sont à 15 francs 38 de l'heure ! Les grévistes réclament 18 F minimum.

Alors que la direction leur reproche des cadences trop faibles. Les chefs et les jaunes qui les remplacent actuellement n'arrivent pas à 20 % de leur rythme.

De tout cela, ils n'en veulent plus. La grève a démarré par une occupation, la direction a encore cherché les provocations, l'affrontement, a embauché sous contrat à durée limitée, a déménagée des matrices, etc. Les gars veulent plus. En dehors des revendications de salaires et de conditions de travail (réfection des machines, deuxième bleu de travail, et douche sur les temps de travail), ils veulent ne plus être seul de 4 heures à 7 heures du matin

dans les ateliers comme ils le sont actuellement. En effet, ils travaillent en équipe, le reste de l'usine à la journée. Résultat, quand il y a un accident, (et c'est fréquent) il n'y a personne : pas de chef, pas d'infirmière, pas de téléphone. Face à leurs revendications, la direction refuse de céder pour le moment et cherche à dresser le reste du personnel, mis en chômage technique non payé, contre les grévistes.

La solidarité commence à s'organiser lentement du côté de la CGT. Quant au syndicat, Union Métaux CFDT de Peugeot, son responsable Daniel Rondot, sollicité, a déclaré : «n'attendez rien de l'union métaux, car vous n'en faites pas parti» !

Voilà comment le sectarisme de boutique l'emporte sur la solidarité. Souhaitons que les autres travailleurs des usines Peugeot, puissent aller au delà de cet obstacle. Un meeting est prévu pour le jeudi 4 octobre devant les

portes de l'usine, et des distributions de tracts et des collectes sont organisées dans les boîtes de Besançon.

Correspondant  
BESANÇON

## ● Accidents de travail : 3 morts à Dunkerque

Trois ouvriers de la réparation navale de Dunkerque sont morts dans la nuit de jeudi à vendredi, des suites de leurs graves brûlures. Une explosion s'était produite jeudi soir dans la cale du bateau où les 3 ouvriers effectuaient des réparations. L'explosion pourrait être due à la présence d'une poche de gaz.

Dès l'annonce de leur décès, les 1500 travailleurs de la réparation navale se sont mis en grève pour la journée.



## Les parlementaires RPR menacent de ne pas voter le budget

Les journées parlementaires RPR, entamées aux Arcs en Savoie, se sont achevées à Aix-les-Bains où Labbé, président du groupe s'est efforcé de justifier le «nouveau comportement» du rassemblement. Ce changement d'attitude, c'est Chirac qui, au cours d'une courte visite aux Arcs, en a fixé les grandes lignes. Labbé indiquait jeudi que les propos tenus à huis clos par le maire de Paris «tendaient à mettre fin aux procédés d'intention qui ont souvent été faits à notre groupe et à notre mouvement de toujours critiquer d'une manière qui n'était pas toujours dans le sens de la proposition». Il précise ensuite : «Nous ne prendrons aucune des voix qui pourraient, contrairement à l'esprit des institutions, permettre d'imposer au gouvernement, avec un appui tout à fait anormal de l'opposition, une politique dont il ne voudrait pas. Mais nous mettrons tout en œuvre pour infléchir la politique de l'intérieur». En somme, le RPR entend quitter le terrain du harcèlement pour entrer dans celui de la contestation mais tout en restant dans le camp de la majorité.

Ainsi, dans son discours de clôture, Labbé a expliqué que le RPR ne voterait pas une éventuelle motion de censure mais pratiquerait une contestation interne dans la majorité. Il a par exemple encouragé ses parlementaires à ne pas voter le budget si Barre n'acceptait pas de modifier profondément son projet.

A faire de telles menaces au gouvernement sans pour autant le censurer ni retomber dans la vaine critique, le RPR pratique la corde raide. Labbé a notamment indiqué que «la confiance ne s'accorde pas une fois pour toutes» mais en ajoutant : «Rien ne peut nous dissocier de la majorité telle que le peuple la ressent. En revanche, rien ne nous interdit de nous dissocier du gouvernement... si le gouvernement ne soutenait plus vraiment les choix majoritaires ou s'il mettait par son comportement la majorité en danger». Labbé essaie ainsi de se tirer de son périlleux exercice en renvoyant la balle dans le camp de la majorité et en agitant une nouvelle fois le thème du recours.

D.D.

## GISCARD ET LECANUET : APPELS APPUYÉS AU PS ET À LA CFDT

Edmond Maire, au SICOB, s'était inquiété de l'utilisation possible de l'informatique contre les libertés. Vendredi soir, prononçant un discours au SICOB, Giscard demandait «au ministre du travail, en liaison avec le ministre de l'industrie, de réfléchir aux propositions qui ont été formulées à ce sujet au cours de ce colloque, notamment par M. Edmond Maire». A peine les commentateurs avaient-ils eu le temps de gloser sur cette «ouverture» du Président qu'aux journées parlementaires de l'UDF, Lecanuët lançait des appels peu discrets à la «gauche réformatrice» et aux «centrales ouvrières qui ne définissent

pas leur action en fonction des mots d'ordre du parti communiste»

Le PCF dénonce à ce sujet l'«opération consensus» de Giscard. Dans une interview au *Matin* de ce lundi, Maire se défend de répondre aux sollicitations gouvernementales, affirmant «l'antagonisme radical entre leur politique de chômage et d'inégalité et les solutions de transformation que propose la CFDT». Il critique également la position du PCF, dont il déclare craindre qu'elle ne conduise à «détourner (ses) militants de l'action pour faire reculer le patronat et le gouvernement».

## En prison pour une photo

François Pain, employé à l'institut national d'audio-visuel a été placé vendredi sous mandat de dépôt. Il est inculpé au titre de la loi anticasseurs : il aurait participé aux pillages qui se sont produits le 23 mars près de l'Opéra, lors de la manifestation des sidérurgistes. La seule pièce de l'accusation pour une arrestation six mois après les faits : on l'aurait reconnu sur une photo de presse. Une soixantaine de salariés de l'INA ont protesté contre les conditions de cette arrestation, soulignant la minceur de la preuve que constitue une photo.

## Le projet socialiste

# LE PROGRAMME POUR 1981 DIVISE LES CANDIDATS POTENTIELS

C'est finalement avec l'abstention des courants Mauroy et Rocard que le comité directeur du PS a approuvé les «orientations fondamentales» du «projet socialiste» préparé par Chevènement. La majorité du PS n'a donc pas réussi, comme elle en avait l'ambition, à rallier le courant Mauroy à ses thèses ; Mitterrand et ses amis sont toutefois parvenus à éviter l'affrontement, puisqu'aucun vote hostile au projet n'est enregistré.

Quoique Mitterrand ait affirmé que le projet socialiste n'engagerait pas le candidat socialiste en 1981, cette position ne trompe personne, et l'ombre des présidentielles a plané sur la réunion du comité directeur avec d'autant plus d'insistance qu'un sondage d'opinion, opportunément publié, annonçait une nette baisse de la cote de Mitterrand au

profit de Rocard, considéré dans l'électorat de gauche comme le meilleur candidat possible pour 1981. Au cours des débats, ce dernier a critiqué la tactique adoptée par les dirigeants socialistes face au PCF, peu convaincu de l'efficacité des appels à l'union accompagnés de propos polémiques qui, selon Rocard, «nous ont ramenés au niveau d'un anticom-

munisme primaire, notamment en ce qui concerne les relations du PCF avec l'Union soviétique que nous n'avons jamais caractérisées comme des relations de dépendance mais de convergence».

Pour Rocard, la relance de l'union de la gauche passe par la définition d'un projet socialiste clairement autonome par rapport à celui du PCF. Il faut affirmer, déclarait-il, qu'il «y a dans la gauche une volonté de changement commune, mais, pour la faire passer dans les faits, deux projets différents et autonomes : celui du PS et celui du PCF». Il s'agissait là d'une critique contre le texte de Chevènement, que le courant Rocard avait proposé d'amender sur des points importants, notamment sur le thème de la «croissance forte», proche de celui du PCF, qu'il proposait de remplacer par la notion d'une «nouvelle croissance», ou sur l'URSS à propos de laquelle le projet majoritaire déclare qu'elle se rapproche «par plusieurs traits du profil socialiste». Le courant Rocard proposait également une série d'amendements insistant sur la notion d'autogestion. Ces amendements n'ont pas été discutés par le comité directeur : ils sont soumis, ainsi que les amendements présentés par le courant Mauroy, à une commission spécialement constituée à cet effet.

### UN PROJET MARQUÉ PAR LA CRISE

Le texte présenté par le courant Mitterrand est dominé par la situation de crise, évidemment absente tant du programme commun de 1972 que du précédent programme socialiste «Changer la vie». Le texte Chevènement prône une «croissance forte» et rejette la notion giscardienne de «croissance sobre». Il affirme la possibilité d'un retour au plein emploi, dont un des moyens consiste dans la réduction de la durée de travail à 35 heures par semaine, présentée comme un «objectif» à échéance non précisée.

Le projet intègre un ensemble de revendications proches de celles du programme commun : SMIC à 2 400 F (valeur 1978), resserrement «important» de l'échelle des revenus, augmentation des prestations sociales. Cet ensemble de positions tend à se couvrir, face au PCF, de l'accusation de virage à droite.

### NATIONALISATIONS : STATU QUO

Sur les nationalisations, point de rupture des négociations de réactualisation du programme commun, le PS réaffirme la liste des nationalisations que prônait le programme commun de 1972. Il maintient la même proposition sur le mode de direction de ces entreprises, celle d'un conseil d'administration tripartite Etat-usagers-représentant des travailleurs, dans lequel les représentants des travailleurs seraient élus sur liste libre, sans monopole syndical, ce qui aurait comme effet de limiter l'influence de la plus importante organisation syndicale, dont les liens avec le PCF sont connus.

Une nouveauté par rapport au texte antérieur réside dans l'insistance apportée au mouvement associatif, qu'il faut «encourager», et dont il faudra même «élargir les prérogatives». Un moyen sans doute de faire contre-poids à la force dont le PCF dispose par le biais syndical, le réseau associatif étant souvent plus proche du PS, ou du moins indépendant par rapport au PCF.

### URSS : UN ANTI-MODELE MAIS UN PROFIL INTERESSANT

La caractérisation des régimes des pays de l'Est est assez ambiguë, puisqu'on y lit à la fois qu'il s'agit de sociétés «profondément inégalitaires», mais aussi qu'on y trouve une partie du «profil» du socialisme, puisque la propriété des moyens de production n'est pas privée. Si l'URSS, dans sa politique extérieure, est caractérisée comme défendant avant tout ses «intérêts d'Etat», le texte refuse de la considérer comme impérialiste.

Un projet qui tend donc à se démarquer du discours giscardien sur l'austérité : il serait de toute façon maladroit de faire campagne sur de tels thèmes. Ce faisant, il se rapproche sur certains sujets de thèses du PCF, d'où les critiques émises par les courants minoritaires.

François NOLET



Le comité directeur du PS n'est pas parvenu ce week-end à réaliser l'accord autour du «projet socialiste» préparé par Chevènement.

## Electro-Chirac

La fédération de Paris du RPR organisait ce dimanche une fête champêtre entre les tours du 13<sup>e</sup> arrondissement. Au parc de l'avenue de Choisy, la politique a été mise au second plan : pas de calicots, quelques mini-strands, le chapiteau dressé à l'écart. Pas de discours au programme, il ne s'agit pas d'un temps fort dans la mobilisation des troupes, mais simplement d'une réjouissance offerte par le maire de Paris. Le voilà qui arrive d'ailleurs, précédé de ses sbires qui fendent la foule devant lui. Le chef du rassemblement sourit à pleines dents, serre vigoureusement les mains, lance à la majorette dont il caresse la chevelure : «Excellente votre prestation». Chirac mène sa horde à un train d'enfer au point de semer les photographes, traverse les buvettes, longe la file d'attente qui s'étire à la porte de la tente-restaurant. Deux mots au micro, le temps de se faire applaudir, il gagne à grandes enjambées la sortie. Au forum-débat, Murette proposait comme remède à «l'échec de la politique économique» du gouvernement, plus que des mesures, un sursaut, «un électrochoc politique». Un «électro-Chirac» pour 1981 en quelque sorte.

## La réunion des radios libres européennes

Plus d'une soixantaine de collectifs de radios libres ont participé ce week-end à Longwy, au rassemblement européen appelé par *Radio SOS-Emploi*. Malgré la présence de radios étrangères, cette rencontre a été largement influencée par la persistance des querelles internes au mouvement français. Toutefois, l'ensemble des radios présentes s'est finalement retrouvé sur un texte et des initiatives communes.

Face à la répression, brouillages, inculpations, saisies — les radios libres françaises et européennes allaient-elles saisir l'occasion de s'unir, que leur fournissait l'initiative de *SOS-Emploi* ?

tre a débouché sinon sur une réunification, du moins sur des initiatives communes tant nationales qu'euro-péennes.

A cela, plusieurs raisons. L'urgence, d'abord : le brouillage sévit presque

# PLUSIEURS INITIATIVES COMMUNES SONT DÉCIDÉES

et d'autre, contradictions et positions discutables ne manquent pas. C'était la première rencontre de l'ensemble des radios depuis un an : pas question de s'être retrouvé pour rien. Enfin, les délégations

européenne des radios libres a été adoptée ; des émissions communes sont envisagées dans le Nord et à Paris et dès le 17 novembre toutes les radios libres sont invitées à la journée nationale des radios belges.

doit en être rendue plus efficace.

De notre envoyé spécial  
Claude ANCHER

Nous reviendrons plus en détail sur le contenu des débats de Longwy dans notre édition datée de vendredi.



Une vue de l'assemblée générale des radios libres réunies à Longwy ce week-end.

Pendant longtemps, on a pu en douter : les divergences — réelles ou supposées — entre les deux organisations françaises, l'ALO et la Fédération donnant lieu à plus de polémiques stériles que de débats constructifs. Néanmoins, cette rencon-

partout, peu de radios émettent régulièrement, la menace d'asphyxie est réelle.

Ensuite, de nombreux collectifs en ont assez des joutes oratoires affectées par les dirigeants des organisations concurrentes. D'autant que de part

étrangères ont contribué à recentrer le débat sur la recherche de débouchés concrets.

Au niveau européen, un bureau de liaison est chargé d'organiser une prochaine réunion internationale, plus large que celle de Longwy. Une Charte

En France, les radios libres ont prévu une journée nationale vers le 11 novembre axée sur la lutte des comités de soldats ; une campagne contre le brouillage ; des rencontres avec les syndicats de TDF ; une fête des radios. Enfin, une coordination de l'ensemble des radios libres devrait se tenir prochainement. Outre ces actions, un texte reprend d'ores et déjà les positions communes des radios françaises et propose qu'un moratoire de trois ans permette la poursuite de l'expérience des radios libres et l'arrêt de la répression.

Certes, derrière le consensus apparent, le contentieux n'a pas disparu, bien des ambiguïtés subsistent, notamment à propos de l'attitude récente du Parti socialiste envers les radios libres. Cependant, à partir de l'accord obtenu ce week-end, le débat se mènera peut-être désormais de façon plus constructive, en s'appuyant sur l'expérimentation concrète des radios libres, et la lutte contre la répression

## La réunion de Longwy vue par un animateur de SOS-Emploi

Voici, recueilli à chaud, le point de vue de Felix qui a eu la responsabilité d'animer les débats de ces deux journées.

«On attendait beaucoup de la dimension européenne de cette réunion. Mais finalement cela s'est révélé très difficile : on n'a pas pu éviter que réapparaissent les clivages entre les deux organisations de radios libres françaises.

Malgré tout, on a vu quand même des possibilités de s'entendre sur des points fondamentaux pour les radios.

D'abord, on est tous d'accord contre le monopole. Ensuite, nous reconnaissons mutuellement notre droit à la diversité, à la différence : en ce qui concerne le support technique, militant, associatif, le principe de fonctionnement et de financement, etc... Ce n'est pas encore le moment de trancher sur ces questions, laissons les radios s'organiser selon les possibilités et les sensibilités locales.

Troisièmement. Créons un rapport de forces, pour les radios libres, au plan local par tous les moyens, faisons parler de nous, ne négligeons aucune démarche intéressante (par exemple, avec des comités de soldats) allons vers ceux qui n'ont jamais la possibilité de s'exprimer. Créons aussi le rapport de forces national et international avec des initiatives d'ensemble. Il faut montrer à l'opinion publique, aux forces sociales et politiques que les radios libres existent et qu'elles doivent obtenir le droit d'exister de ne plus subir la répression.

Un dernier point enfin qui nous tient à cœur : on se refuse à toute soumission aux forces institutionnalisées, dites représentatives.

## LES MOTARDS NE VEULENT PAS CASQUER...

A quand une vignette sur les poissons rouges ? C'est ce que demandait sous forme de boutade un jeune motard. En attendant cette éventualité, celle sur les motos est une des décisions gouvernementales, prises avec d'autres, «en faveur» des motards.

Si l'on en examine la liste, une constatation : beaucoup de bruit pour rien, vitesse réduite d'application, et pas mal de fumée sur les possibilités concrètes... Car on y trouve aussi bien la suppression du rainurage sur les autoroutes que l'ouverture de certains terrains ou circuits, mais sans qu'on sache où, ni quand ni comment... Une seule est datée et chiffrée : la vignette sur les cylindres de plus de 500 cm<sup>3</sup>. Et elle soulève l'indignation des motards, tout comme la mise en place de trois nouveaux permis moto. Ces mesures, présentées début sep-

tembre, rentreront en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 80 au plus tard.

Examinons ces mesures : les motos seront classées en 3 catégories :

1) motos légères de 50 cm<sup>3</sup> à 80 cm<sup>3</sup>, vitesse maximum 75 km/h, accessibles à 16 ans.

2) motos moyennes de 80 à 400 cm<sup>3</sup>, accessibles à 18 ans.

3) motos lourdes supérieures à 400 cm<sup>3</sup>, accessibles à 18 ans.

A chacune de ces catégories correspondra un permis différent comportant des épreuves pratiques.

### PENALISER ENCORE PLUS

Pour le permis, l'argument gouvernemental est simple : «pour une meilleure sécurité».

Quand à la vignette, pour le ministre du Budget «elle est une mesure équitable». Pardi, prendre de l'argent, pour eux c'est être équitable, et de plus là

ou il y en a le moins, cela ils savent le faire...

Les motards, eux, sont en colère. On s'en doute. Question sécurité, ils estiment que c'est avant tout une question d'amélioration de l'infrastructure routière. Une évidence... D'autant plus que remplacer une licence (jusqu'à 125 cm<sup>3</sup>) par un permis va pénaliser fortement les petites bourses : quel jeune n'a pas acheté une «125», la conduisant le plus souvent avec habileté, sans pour autant devoir verser un millier de francs à l'Etat...

La vignette pour les hauts cylindres va toucher près de la moitié du parc moto. Rappelons que les motos sont déjà considérées comme produit de «luxe» et taxées d'une TVA de 33 %. Alors que beaucoup d'utilisateurs de la moto sont des travailleurs, et pas forcément que des jeunes, que beaucoup s'en servent pour se

rendre au travail, que la moto est devenue pour certains un moyen de transport plus «économique» que la voiture, et qu'elles sont déjà l'objet de primes d'assurances exceptionnellement fortes... on comprend dès lors la colère des motards.

### LES MOTARDS MANIFESTENT

Vendredi 7 septembre, ce sont près de 6 000 d'entre-eux qui se sont rassemblés à la Bastille et, sirènes hurlantes, ont traversé la capitale en guise de première protestation.

Et ce week-end, saluant à leurs manières la Journée Nationale de la moto, décidée par le ministre de la Jeunesse, les motards se sont rassemblés dans une quarantaine de villes de France ; et à Paris ils ont à nouveau, à plusieurs milliers, traversé la ville sur leurs engins.

Affaire à suivre.

## Chargement des centrales de Gravelines et Tricastin

Décision mardi de l'EDF

Les réacteurs des centrales Tricastin I et Gravelines I n'ont pas été chargés ce week-end. Le gouvernement, par l'intermédiaire du ministre de l'Industrie et du Service Central de Sécurité, n'a pas donné le feu vert aux opérations de chargement en combustible nucléaire de deux réacteurs des centrales où des fissures potentiellement dangereuses ont été découvertes (Cf. QdP du 26/09).

Et vendredi après-midi, la Direction Générale d'EDF annonçait qu'aucune décision ne serait prise avant mardi, date à laquelle une réunion avec les syndicats devrait avoir lieu. Pourtant les représentants d'EDF, du CEA et de Framatome avaient donné un avis favorable à la mise en route. La mobilisation CGT et CFDT et des travailleurs des deux centrales y est certainement pour beaucoup...

Au Tricastin, la CGT et la CFDT avaient clairement exprimé leur refus «par tous les moyens» de laisser charger le réacteur, comme l'indiquait la CGT. Et les syndicats n'excluaient pas le recours à une grève nationale pour s'opposer à un chargement opéré par d'autres agents, notamment de Framatome. A Gravelines, dans le nord, alors qu'il semble que pas moins de 47 fissures ont été découvertes, CGT et CFDT refusent une mise en route «qui obligerait ensuite à faire un travail de réparation en ambiance radio-active».

Quoi qu'il en soit des décisions de l'EDF, les vérifications sur l'ensemble des réacteurs concernés par l'existence potentielle de fissures ne semblent pas avoir commencées...

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J  
CCPN°23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevat  
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

**INTERNATIONAL**

**Portugal : deux ouvriers agricoles assassinés par la police**



Deux morts et plusieurs blessés parmi les ouvriers agricoles de Montemor-o-novo, qui protestaient contre la remise de terres à un propriétaire, tel est le bilan des incidents qui se sont déroulés jeudi dans la

province de l'Alentejo. Les affrontements entre ouvriers agricoles et policiers se sont multipliés depuis l'année 1976 qui a vu le début des remises de terres aux anciens propriétaires.

**LE DELEGUÉ DU NICARAGUA SE RANGE AUX POSITIONS VIETNAMIENNES**

Après avoir défendu à la conférence des non-alignés la thèse des «pays socialistes alliés naturels des pays non-alignés», le Nicaragua comme il l'avait fait également à La Havane, s'est opposé devant l'assemblée gé-

nérale des Nations Unies à la représentation du Kampuchéa par son gouvernement légal. Emboitant le pas à la propagande mensongère du Vietnam, le délégué du Nicaragua a prêté aux dirigeants chinois des «attitudes expansionnistes» et une soi-disant «volonté de constituer un bloc avec les pays réactionnaires».

**LE VIETNAM CONTRAINT D'ACCEPTER L'AIDE INTERNATIONALE DESTINÉE A LA POPULATION CAMBODGIENNE**

Le gouvernement fantôme mis en place à Phnom Penh par l'armée vietnamienne aura cherché jusqu'au bout à empêcher que l'aide internationale fournie par la Croix-Rouge et l'UNICEF ne parvienne à son destinataire : le peuple cambodgien gravement menacé par la famine.

Jusqu'à vendredi dernier, le gouvernement fantôme de Heng Samrin, se refusait à accepter toute aide internationale qui ne passerait pas par son intermédiaire, prétextant que hors de son contrôle, cette aide servirait à ravitailler la guérilla dirigée contre lui.

L'attitude des organismes internationaux (Croix-Rouge et UNICEF) qui ont

choisi d'ignorer les conditions inacceptables émises par le Vietnam, et surtout l'isolement croissant auquel est soumis le régime fantôme sur la scène internationale, ont sans doute largement contribué au revirement de son attitude. Ainsi face à la pression internationale et face à la pression interne de la guérilla, le gouvernement

pro-vietnamien annonçait vendredi, sa décision d'accepter l'aide internationale sans restriction.

L'«opération suivie» va donc pouvoir commencer à toucher les deux millions et demi de femmes et d'enfants, pour qui l'aide est la plus urgente. D'après le CICR et l'UNICEF, il n'y aurait pratiquement plus d'enfants de moins de 5 ans ni de femmes enceintes encore en vie au Kampuchéa. Quant à l'acheminement de cette aide, — l'obstacle des autorités vietnamiennes étant levé — il est rendu particulièrement difficile par le

manque d'infrastructure nécessaire au transport, au déchargement et au stockage des vivres et des médicaments. Leur transport à dos d'homme a nécessité un conditionnement en paquets de 10 kg et un emballage allégé au maximum. D'autre part, on apprend que le bateau français «Ile de lumière» qui s'occupait de recueillir les réfugiés vietnamiens, ferait actuellement route vers le Cambodge, où sa présence aux dires de ceux qui en sont à l'initiative, est rendue nécessaire par l'urgence de la situation.

F.R.

**BAKHTIAR REHABILITÉ PAR EUROPE 1**

Dimanche soir, dans le cadre de son émission le «club de la presse», Europe 1 aura après d'autres médias, apporté sa contribution à l'opération de réhabilitation de celui qui reste l'un des bourreaux du peuple iranien. On se rappelle que le 31 juillet dernier, la «grande» presse s'était déjà montrée très complaisante avec le dernier chef de gouvernement, désigné par le Shah, en se faisant largement l'écho de sa conférence de presse. Le présentateur d'Europe 1 y allit de ses «monsieur le Premier ministre» et traitait Bakhtiar

avec des égards réservés habituellement aux chefs de gouvernement en fonction. Celui-ci grand seigneur, s'est livré à une critique tous azimuts du régime de Khomeiny, peignant un tableau catastrophique de la situation en Iran. A l'entendre, il peut se contenter d'attendre que Khomeiny tombe, tel un fruit mur. Les nationalisations, la rupture des relations politiques et économiques avec l'Afrique du Sud et Israël, la dénonciation des contrats favorables à l'impérialisme, le choix d'une politique non-alignée et les autres

réalisations du nouveau régime, à croire Bakhtiar, c'est lui qui avait décidé toutes ces mesures. Mais le pire, c'est encore d'entendre celui qui a donné à l'armée l'ordre de tirer sur le peuple, et est responsable de milliers de morts, prétendre parler au nom du peuple iranien, tout en continuant de tirer sa légitimité de sa nomination par le Shah. D'ailleurs, il refuse de se prononcer pour ou contre la monarchie, ce qui en dit long sur ses intentions politiques. Bakhtiar a été bien incapable de préciser son projet politique, préférant déni-

grer systématiquement le régime de Khomeiny à grand renfort de démagogie. Ce que pense le peuple iranien de ce vieux cheval de retour, des milliers de manifestants l'ont exprimé en janvier dernier, dans ce slogan : «Bakhtiar, valet sans pouvoir». Celui qu'on voudrait nous faire prendre pour l'homme de la providence, le peuple iranien l'a chassé, et en salt long sur cet ennemi du peuple déguisé en démocrate.

Frank ROUSSEL

**Carnet de voyage au Liban**

Par Jean LERMET et Yomna EL KHALIL

**SOUR, VILLE FANTÔME**

Sour, se trouve à 40 km de Saïda, et environ 70 km au sud de Beyrouth. Située sur la côte, la mer l'entoure par trois côtés. La ville vivait de la pêche, de l'artisanat et du commerce. C'est un point de ralliement de tous les villages du Sud. Beaucoup d'habitants de Sour sont originaires de ces villages. Ils y conservent encore des terres, qu'ils cultivent ou qu'ils louent. Après la ville de Saïda, qui est la ville de jonction entre le sud et Beyrouth, c'est Sour qui avait la plus grande concentration de population. Et cela s'était accentué depuis le début de la guerre libanaise des deux ans, 1975-1976 : au cours de la guerre à Beyrouth, les quartiers populaires qui étaient habités par les gens originaires du Sud, se sont vidés peu à peu : les habitants sont retournés au Sud. Ensuite, en 1976-1977, c'est la guerre déclenchée par les partis fascistes au Sud qui a chassé la population des villa-

ges vers Sour. Avant mars 1978, date de la guerre israélo-palestinienne du Sud-Liban, la ville de Sour a connu, paradoxalement, une grande prospérité. Mais aujourd'hui, ce n'est plus qu'un souvenir.

Les bombardements successifs de l'Etat d'Israël contre les villages, les camps, les villes de Sour et Nabatiyeh ont détruit la région. En arrivant de Saïda à Sour, juste à la hauteur de Nabatiyeh (qui se trouve à l'intérieur, et non sur la côte), on aperçoit les premiers signes de la guerre : des bombes qui ont explosé par ci, par là, des murs détruits, des arbres arrachés. Et on nous raconte comment les patrouilles israéliennes arrivent jusque là, par la mer, arrêtant la circulation, tuant ou enlevant les passagers de telle ou telle voiture. Et ceci surtout depuis ce printemps lorsque le gouvernement israélien a pris la décision de poursuivre et de tuer tout Palesti-

nien, où qu'il se trouve, quoi qu'il fasse.

La première grande attaque israélienne contre Sour, s'est déroulée le 25 avril dernier. Les habitants, qui ont souvent été victimes des attaques israéliennes, disent qu'ils n'ont jamais vu une pareille sauvagerie. «Heureusement que les enfants n'étaient pas à l'école ce jour-là», ont dit plusieurs personnes rencontrées «il y aurait eu un massacre pire que celui de Deir Yassin (\*)».

Le récit des bombardements qui se sont déroulés ce jour-là traduit tout à fait ce sentiment. Dès le matin, l'aviation et la marine se mettent à bombarder la ville. Il n'est jamais tombé autant de bombes et de fusées que ce jour-là. Les gens sont restés des heures et des heures dans les maisons, dans les abris quand il y en avait, et il y en avait très peu. Des maisons se sont écroulées, d'autres ont

été touchées. Parmi les fusées qui étaient lancées, il y en avait qui explosaient avant d'atteindre le sol. En visitant Sour, on peut voir plusieurs maisons touchées au milieu. Les étages supérieurs ont l'air de tenir tout seuls, ou alors les escaliers n'existent plus. Une famille a été secourue, après les bombardements, en s'agrippant le long d'une planche de bois entre la rue et le 2<sup>e</sup> étage, car l'escalier n'existe plus. Une autre maison a un large trou, de la grosseur d'une pièce, car la maison qui y était collée a complètement disparu. On ne croirait pas, en voyant un tas de gravats, qu'il y avait une maison ici. Ce ne sont que quelques images de la ville en août 1979. Mais en septembre, il y a eu de nouveaux bombardements, moins intenses, mais tout aussi sauvages. D'autres parties de la ville ont été touchées et des dizaines de barques de pêcheurs ont disparu. Aujourd'hui, la ville de Sour

survit à peine. Seul un dixième de la population y vit encore. Le reste habite à Saïda, à Beyrouth, à Damour et dans la montagne, dans des maisons ou des hôtels que les réfugiés ont occupés.

Que ce soit à Saïda ou à Beyrouth, les réfugiés du sud n'ont qu'un désir : retourner chez eux. D'ailleurs, toutes les semaines depuis leur exil forcé, une ou deux personnes de chaque famille y retournent : pour voir la maison, les amis qui sont restés et même pour faire des courses. «Il vaut mieux que cela profite aux commerçants de Sour plutôt qu'aux autres, sinon ils vont s'en aller».

(\*) Village de Palestine où les sionistes, sous la direction de Begin, ont massacré froidement tous les habitants, en 1948.

## CENTRAFRIQUE

# «LE CHIEN EST PARTI, LES CHIOTS RESTENT» CRIENT LES JEUNES DE BANGUI

Après que samedi le Quai d'Orsay ait démenti un attentat contre Dacko (c'est maintenant le gouvernement français qui monopolise l'information), le successeur désigné de Bokassa a lancé un appel au

calme et à l'ordre. En effet, la rentrée scolaire qui doit commencer cette semaine devrait permettre de juger de la situation du mouvement populaire à Bangui. Ce mouvement que la presse a tendance à enterrer un

peu vite. Nous avons pu faire le point sur les objectifs et la détermination de ce mouvement avec des jeunes Centrafricains ayant participé aux dernières luttes.

A partir d'une vision superficielle de la réalité centrafricaine, les correspondants des journaux parisiens à Bangui ont conclu bien rapidement à une stabilisation de la situation. Selon eux, le paiement des fonctionnaires, la remise en marche des institutions et du commerce, la diffusion de musique de danse à la radio suffiraient à calmer la population de Bangui.

Tel n'est pas l'avis d'un certain nombre jeunes patriotes centrafricains, qui ayant participé au mouvement et venant d'arriver en France, nous ont fourni des informations sur l'état d'esprit des enseignants et des étudiants qui sont les éléments les plus actifs du mouvement populaire.

## Les revendications du mouvement populaire

Etudiants, lycéens et enseignants qui se sont battus depuis des années contre le régime de Bokassa sont conscients de la force qu'ils représentent aujourd'hui et sont prêts à défendre avec résolution les revendications du mouvement populaire.

D'abord, l'épuration, le châtiement pour tous les criminels, c'est ce qui semble faire l'unanimité du mouvement. En premier lieu, on exige le retour de Bokassa pour qu'il soit jugé comme il le mérite ; la démission de Maïdou, ancien premier ministre et maintenant vice-président. On estime que les quelques arrestations d'anciens responsables du régime de Bokassa (Madame Domitien et quelques ministres) ne suffisent pas. Il y a d'autres criminels, dans le gouvernement actuel, d'autres encore sont à Bangui ou préparent tranquillement leur fuite. Le peuple de Bangui n'a d'ailleurs pas attendu que la justice vienne d'en haut. La semaine dernière les voitures de certains dignitaires du régime ont été brûlées, leurs maisons attaquées. C'est ainsi que la villa du ministre Koyamba est soigneusement protégée.

Ce qui a exaspéré encore plus la colère populaire, c'est l'ouverture de la prison de Bangui. Mercredi, des scènes déchirantes se sont produites, alors que les familles espéraient retrouver des parents dont on n'a pas retrouvé trace : il y a au moins 225 disparus. Et le tortionnaire de Bokassa, le nazi Sacher «conseiller technique» de la prison reste également impuni et donne des interviews !

Une bonne partie de la population exige également le retour de Patasse, qui est un des hommes politiques les plus populaires. L'idée qui fait son chemin, c'est celle d'un gouvernement d'union nationale incluant le parti de Patasse, issu d'une table ronde de toutes les forces politiques. Ce gouvernement pourrait organiser des élections libres.

En ce qui concerne les troupes françaises, dans la mesure où leur arrivée coïncidait avec la chute de Bokassa, il faut reconnaître qu'elles n'ont pas été mal

Enquête de Mansour DIOP et de Jean-Pierre CHAMPAGNY



accueillies au début. Mais leur rôle de force de «maintien de l'ordre», de répression est apparu assez vite, lors des manifestations pour l'épuration. Et ce qui a provoqué une très grande indignation contre le gouvernement français, c'est l'interdiction faite à Patasse de rentrer au pays. Alors qu'au moins un millier de personnes attendaient à l'aéroport le retour du leader de l'opposition, les mots d'ordre antifrançais ont commencé à fuser à l'adresse des paras : «Vous nous empêchez de rentrer chez nous ! Rendez-nous Bokassa pour qu'on le punisse ! Vous voulez encore nous tuer» criaient les jeunes, parmi lesquels des écoliers de onze-douze ans ayant participé aux luttes de février et d'avril.

Dans le domaine économique, le mouvement populaire présente également des revendications claires : revalorisation des salaires et des bourses, baisse des prix des produits de première nécessité.

L'annulation du mouvement de grève et de la manifestation de jeudi a été interprétée par certains comme un recul du mouvement. En fait, il s'agit d'une décision mûrement réfléchie. Les dirigeants des organisations étudiantes et enseignan-

tes estiment que le caractère très spontané et inorganisé du mouvement, l'insuffisance de leur service d'ordre pouvaient laisser craindre des provocations. Dans la situation actuelle, le déclenchement d'affrontements pourrait permettre au gouvernement Dacko de décapiter le mouvement et de se consolider. Selon les jeunes patriotes que nous avons rencontrés, la mobilisation et la détermination ne cessent de se renforcer au sein du mouvement populaire pour faire aboutir ces revendications.

## Les forces politiques en présence

Pour mieux comprendre la situation, il est utile de rappeler à quelles forces politiques ce mouvement se trouve confronté et à quelles forces il pourrait s'associer.

● Dacko : le successeur de Bokassa est aussi son prédécesseur (c'est sans doute ce qu'on appelle l'«alternance»). En 1960, il a en effet succédé à son cousin Boganda. Le moins qu'on puisse dire c'est que son passage au pouvoir n'a pas laissé un bon souvenir aux Centrafricains. Dacko construit le Mesan, parti unique auquel tous les fonctionnaires doivent adhérer, il cherche à

écraser toutes les forces d'opposition, emprisonnant ou exilant leurs dirigeants. Déjà commence la corruption qui se développera sous Bokassa. Les travailleurs sont pressurés : corvées obligatoires, cotisations du Mesan prélevées directement sur les salaires, retard dans les traitements, des fonctionnaires. Quand, en 1965, Bokassa fait son coup d'Etat militaire, il renverse un régime totalement discrédité. Par la suite, emprisonné, puis mis en résidence surveillée quelque temps, il revient en 1976 comme «conseiller personnel» de tyran, grassement payé. Ce n'est que depuis la semaine dernière qu'il dénonce les atrocités de Bokassa.

Les autres hommes du régime ne sont pas plus de neuf : Maïdou, premier ministre de Bokassa jusqu'au 20 septembre, Koyamba, ministre, etc.

● Bangui : le général Bangui, ancien ambassadeur à Paris, a connu son heure de gloire en mai dernier quand il a dénoncé les massacres d'enfants et a défilé Bokassa. Il avait formé un gouvernement provisoire en septembre. En fait, Bangui était l'homme du RPR. Le parti de Chirac était favorable à une action plus rapide contre Bokassa et mettait en avant l'ancien ambassadeur. Distancé par l'équipe élyséenne de Dacko, Bangui a laissé tomber son «gouvernement provisoire» et s'est précipité dans la capitale centrafricaine. Après avoir été accueilli par les paras français qui l'ont fait patienter une heure et demie à l'aéroport, il a été reçu par Dacko qui lui a donné le ministère des Affaires Etrangères. Aujourd'hui Bangui ne représente que lui-même.

● Patasse : Ange Patasse dirigeant du MPLC est aujourd'hui au centre de toutes les combinaisons politiques. Ingénieur agronome, ministre sans interruption depuis le début du règne de Bokassa puis premier ministre 1976-1978, il reste cependant populaire. Homme d'affaires à la tête de la Socagri (importante firme de commerce et d'import-export) il a su réunir autour de

## La vérité, sur le 20 septembre

La raison officielle de l'intervention française, c'était de protéger le pays des partisans de Bokassa qui auraient provoqué un bain de sang. Que s'est-il passé en réalité ?

La «garde impériale», guère plus d'une centaine d'hommes, était la seule à être armée (le dictateur avait désarmé son armée pour éviter un coup d'Etat militaire...). Elle se trouvait à l'aéroport quand Dacko et son équipe sont arrivés dans les soutes des Transall des troupes d'intervention françaises. La garde attendait en fait Patasse, qui, de son côté, préparait un coup d'Etat à partir du Tchad où il se trouvait peu de temps avant. Entretemps il en avait été expulsé. Quand Dacko a vu les prétoriens de l'«empereur», il a pris peur et a voulu repartir. Le colonel dirigeant l'expédition lui a redonné le moral. Le successeur désigné par Giscard a donc harangué la garde qui, dépourvue de mérite inutile s'est rendue aux troupes françaises. Voilà qui prouve, s'il en était besoin que cette intervention n'était pas dirigée contre les partisans de Bokassa. Elle était destinée à prendre de vitesse l'action de Patasse et à réprimer le mouvement populaire.

lui l'ensemble de la bourgeoisie mécontente du parasitisme de Bokassa qui confisquait les profits et désorganisait l'économie. Patasse a su s'entourer de personnalités originales de différentes ethnies exclues du pouvoir par le dictateur. Il a une réputation de «bon gestionnaire» : quand il était premier ministre, il s'arrangeait pour que les fonctionnaires soient payés, au besoin en puisant dans les caisses de son entreprise. Il a des partisans parmi les enseignants et les étudiants. Ses relations avec certaines forces liées à l'URSS (Congo, Libye) ne semblent pas faire de lui le partisan d'un régime prosoviétique. Cependant, en décidant de se réfugier en Libye (alors que ce pays avait soutenu Bokassa) il a commis une grave erreur qui peut faire reculer son audience.

● Le «Front Patriotique» : il est dirigé par Goumba, un dirigeant historique de l'opposition exilé depuis 1962, donc très peu connu de la jeune génération. Derrière ce Front se cache en fait une organisation révisionniste et ouvertement prosoviétique dirigée par Yangongo (ancien ministre de l'Information de Bokassa). Cette organisation reçoit un soutien politique et militaire de l'URSS, et a projeté d'organiser une prise du pouvoir à partir du Congo. Cependant elle manque de base de masse et cherche à arriver au pouvoir en s'alliant au groupe de Patasse.

## Les biens de Bokassa en France : Une campagne chauvine du PCF

Plusieurs parlementaires du PCF ont demandé que les biens de Bokassa en France (châteaux, propriétés, notamment en Sologne) soient confisqués et utilisés comme colonies de vacances. On ne peut qu'approuver le deuxième point de cette proposition, mais pourquoi donc l'Etat français procéderait-il à une confiscation ? Le PCF semble estimer que la fortune de Bokassa proviendrait du détournement de l'aide française à ce pays et qu'on devrait récupérer «l'argent des contribuables»...

En fait, cette aide, qu'elle soit détournée ou non par les dirigeants des pays africains, n'est rien à côté des profits que l'impérialisme français tire du pillage de ces pays. De plus, c'est sur le dos du peuple centrafricain que Bokassa s'est surtout enrichi, détournant la quasi totalité de la production de diamants ou les fonds de la Caisse de compensation du café. Les biens de Bokassa reviennent au peuple centrafricain, doublement pillé par le tyran et par l'impérialisme français.

## ALSTOM-BELFORT : POURSUITE DE LA GREVE AVEC OCCUPATION

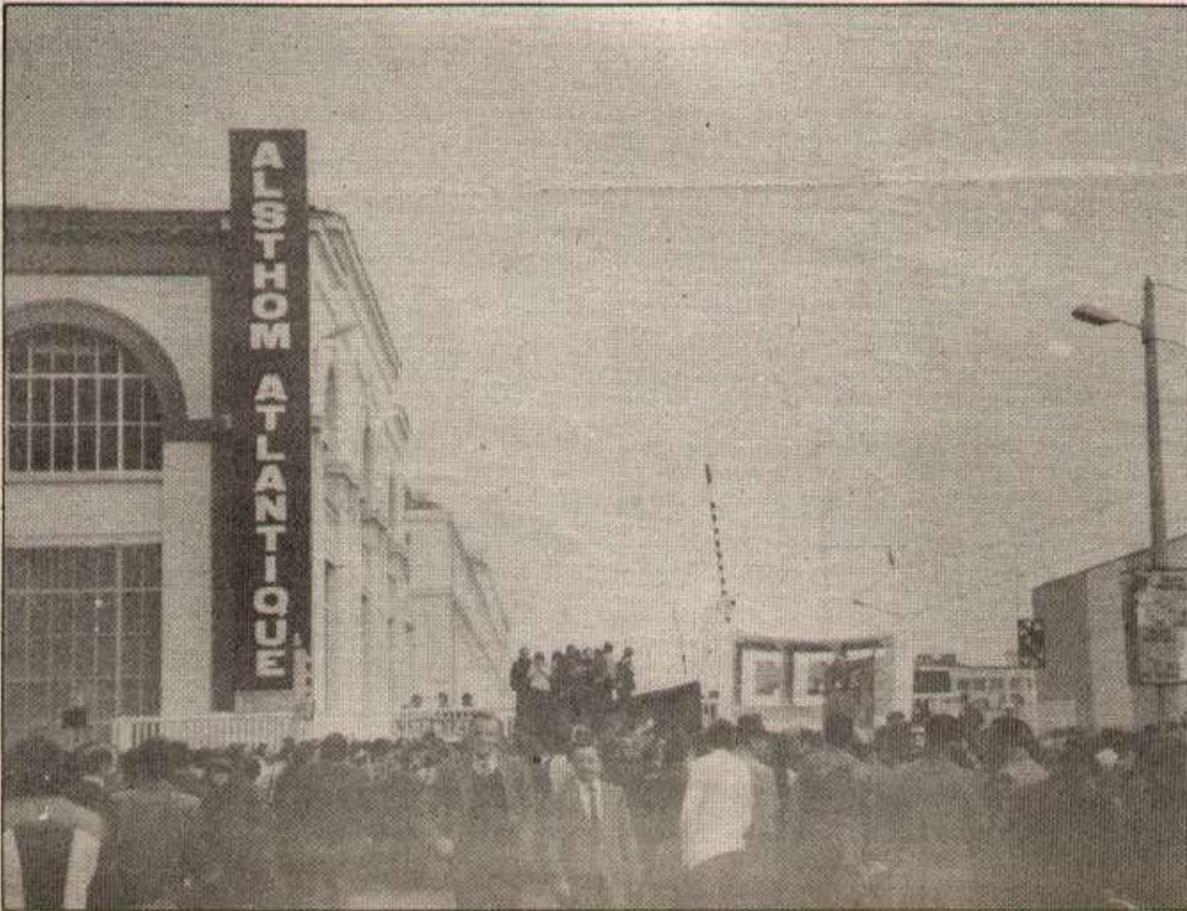


Photo Pero

Vendredi matin (lende-  
main du démarrage), huit  
heures : meeting avec une  
intervention énergique,  
unique pour les quatre  
syndicats (CGT, CFDT,  
FO, CGC); puis manifes-  
tation à la préfecture, à  
l'inspection du travail et au  
centre ville, 3 000 à 4 000  
travailleurs scandant de  
façon offensive leurs re-  
vendications ou des mots  
d'ordre tels que «*Pas de  
Ponia, du pognon*». Puis  
retour à l'usine pour orga-  
niser les piquets de grève.

L'après-midi, rencontre  
syndicats-direction de 14  
heures à 18 H30. La di-  
rection propose des miet-  
tes : une prime unique de  
300 F, le pont du nouvel  
an, et un jour d'ancien-  
neté pour 10 ans, 2 jours  
pour 15 ans etc... Rappé-  
lons les revendications : le  
13<sup>e</sup> mois, la 5<sup>e</sup> semaine de  
congés, un jour d'ancien-  
neté tous les 5 ans, et le  
réajustement des salaires  
sur les autres usines du  
groupe (la différence va  
jusqu'à 30 %).

Samedi 14 H : meeting  
où chaque syndicat expri-  
me sa position. Vote à  
bulletin secret qui donne :  
1870 voix pour la conti-  
nuation de la lutte et 990  
pour la reprise du travail  
lundi. Il faut noter que  
tous les cadres étaient là  
pour voter la reprise, et  
que l'un des directeurs a  
même prétendu voter. Il  
s'est fait expulser. En re-  
vanche, de nombreux ou-  
vriers habitant loin (dans  
un rayon de 30 Km) n'é-  
taient pas venus. Le résul-  
tat est d'autant plus mar-

quant que c'est la direction  
qui avait insisté pour que  
le vote ait lieu samedi, es-  
pérant que cela lui serait  
plus favorable que lundi.  
Par ailleurs, de bonnes  
nouvelles sont parvenues  
aux grévistes. L'usine  
marseillaise d'Alstom est  
aussi en grève, et celle de  
Nantes «*entre dans l'ac-  
tion*» lundi.

Samedi soir et diman-  
che, les piquets ont été  
bien organisés et bien gar-  
nis, l'usine a été parcourue  
de rondes de sécurité, et  
des repas chauds ont été  
préparés.

### LES GREVISTES REFLECHISSENT

Un des aspects les plus  
intéressants de ces jours-ci  
ce sont les longues et ri-  
ches discussions qu'on a  
le temps de tenir dans  
les piquets de grève.  
L'ambiance est déterminée  
et joyeuse. On joue de  
l'accordéon, on joue du  
clairon et les allées et ve-  
nues se prolongent tard le  
soir.

Dans ces discussions de  
nombreuses questions se  
posent : comment obliger  
le patron à céder ? Com-  
ment renforcer l'unité des  
travailleurs, les plus com-  
batifs mais aussi ceux qui  
ne sont pas venus voter ou  
ne viennent pas au pi-  
quet ? On envisage déjà le  
problème avec des femmes  
de grévistes.

Il est clair en effet que  
c'est d'abord dans l'usine  
qu'il faut veiller à mobiliser  
massivement. L'unité syn-

dicale de vendredi a été  
ressentie comme un fait  
très positif. Mais chacun  
est conscient de la néces-  
sité d'élargir le mouvement  
rapidement : beaucoup es-  
pèrent que, malgré les dif-  
férences importantes, la  
boîte voisine, Bull (2000  
travailleurs) va «*démarrer*»  
aussi et même, à 15 Km  
d'ici, Peugeot-Sochaux  
avec ses 40.000 travail-  
leurs.

En effet, si on s'attend à  
une intransigeance de la  
direction (qui n'a pas hé-  
sité à annuler les «*festi-  
vités du centenaire*», mal-  
gré les centaines de mil-  
lions engagés dans cette  
opération publicitaire), on  
pense aussi que le patro-  
nat craint que la lutte  
d'Alstom fasse tâche  
d'huile, chaque boîte en-  
trant d'ailleurs en lutte sur  
ses propres revendications.  
Peut-être y a-t-il là une  
part d'illusion sur la situa-  
tion actuelle dans le pays,  
mais cela montre aussi que  
les travailleurs ont consci-  
ence de l'effort à mener.

Les grévistes ont été  
très sensibles au télégram-  
me d'Alstom-Nantes an-  
nonçant : «*Nous entrons  
dans l'action lundi*». Des  
questions se posent ce-  
pendant sur la situation  
précise dans les autres  
établissements du groupe,  
et sur l'efficacité des liens  
syndicaux inter-trust. Il  
semble que des informa-  
tions précises seraient uti-  
les, aussi bien contre des  
illusions que contre les  
doutes.

D'autres questions se  
posent aussi. Par exemple

sur l'attitude à avoir face à  
la police bien que ce pro-  
blème ne soit pas d'actua-  
lité dans l'immédiat.

Ce qui était déterminant  
dès lundi, c'est la capacité  
des syndicats à faire des  
propositions offensives, à  
la fois pour renforcer la  
mobilisation et la prise en  
main démocratique de la  
grève par les travailleurs  
(les idées ne manquent  
pas dans les discussions  
des piquets de grève) et  
pour développer le rapport  
de force. Bon nombre de  
travailleurs se préparent à  
une lutte assez longue.

Correspondant  
BELFORT

## Bretagne : LES LANGOUSTINIERS CONTINUENT LEURS ACTIONS

Les actions des langous-  
tiniers se poursuivent.  
Après avoir occupé le car-  
ferry *Cornouaille*, apparte-  
nant à une compagnie  
anglaise, ils ont décidé  
samedi de bloquer jusqu'à  
nouvel ordre tous les arri-  
vages de poissons en liai-  
son avec les pêcheurs.  
Aussitôt décidé, aussitôt  
fait : 21 tonnes de maque-  
reaux ont été déversées  
sur la chaussée à Roscoff,  
tandis que 5 tonnes de  
crustacés ont été rejetées  
à la mer.

L'Intersyndicale des pê-  
cheurs a, en outre, lancé  
un mot d'ordre d'arrêt de  
travail pour ce lundi pen-  
dant une heure... A Lo-  
rient, la direction des Af-  
faires maritimes est tou-  
jours occupée. D'autres  
initiatives visant à faire  
céder le ministère et la  
marine marchande, vont  
être prises dès ce début de  
semaine.

La révolte des pêcheurs  
bigoudens porte sur le  
maillage des filets à lan-  
goustines : une commis-  
sion européenne a décidé  
d'interdire un maillage infé-

rieur à 70 mm alors que  
c'est celui qu'utilisent les  
pêcheurs bretons. La colè-  
re avait explosé quand la  
Grande-Bretagne, qui a  
décidé unilatéralement  
d'appliquer le nouveau sys-  
tème de chalut, avait con-  
damné il y a quelques  
jours deux marins bretons.  
(Cf QdP du 27.09).

Par ailleurs, les pêcheurs  
côtiers de la région de  
Quiberon ont partiellement  
obtenu satisfaction : la pê-  
che au filet pélagique dans  
la baie de Quiberon est  
interdite jusqu'à ce qu'une  
commission scientifique  
publie les résultats de son  
enquête.

Le filet pélagique est un  
filet vertical qui racle tout  
le poisson, du fond à la  
surface. Cette pêche se  
pratique au bord des cô-  
tes, où traditionnellement  
les pêcheurs artisanaux  
font leur production. C'est  
pourquoi, ceux-ci et les  
marins-pêcheurs CFDT de  
Belle-Ile, Sarzeau et Quibe-  
ron s'opposent à cette pra-  
tique dans les zones de  
pêche traditionnelles.

## ● Irlande : le pape condamne unilatéralement la violence de l'IRA

Un million de catholiques se sont rassemblés  
samedi pour accueillir le pape à son arrivée à Dublin.  
La ville avait été auparavant pavée de drapeaux du  
Vatican et les inscriptions «*Brits out*» effacées. Mais  
les 7 000 policiers, 6 500 soldats et les 14 000  
volontaires mobilisés pour la sécurité sont venus  
rappeler les événements qui se déroulent en Ulster.  
Evénements que le pape lui-même a abordés au cours  
de deux discours : l'un à Drogheda, l'autre à Knock.  
Quand le pape se mêle de politique, telles sont ses  
paroles : «*Plus la violence continuera en Irlande, plus  
le danger de voir cette terre bien aimée devenir  
davantage encore le théâtre du terrorisme inter-  
national*».

Il a également lancé un appel en direction de la  
jeunesse irlandaise pour qu'elle se détourne de la lutte  
armée, et quitte les organisations qui combattent  
l'impérialisme britannique les armes à la main. Un  
langage qui a bien peu de chances d'être entendu,  
(malgré le poids de l'Eglise en Irlande) venant de la  
part d'un homme qui oublie de parler de la violence  
d'en face, celle de l'armée britannique, responsable de  
cette situation.

## USA-URSS : impasse totale dans les négociations sur la présence de la brigade soviétique à Cuba

Aucun résultat sensible  
n'est venu sanctionner la  
dernière réunion program-  
mée entre Vance et Gro-  
myko qui s'est déroulée  
vendredi. Les négociations  
n'ont pu aboutir, chacun  
restant sur ses positions. La  
position américaine reste  
celle qu'a exprimée Carter  
mardi dernier et qui peut se  
résumer ainsi : les troupes  
soviétiques à Cuba sont une  
unité de combat quoi qu'en  
disent les démentis sovié-  
tiques. La position sovié-  
tique selon laquelle seuls  
des conseillers militaires  
soviétiques sont présents à

Cuba, s'est durcie ces  
derniers jours, puisque ven-  
dredi l'agence Tass a vio-  
lemment attaqué person-  
nellement Carter le qua-  
lifiant de «*déloyal*» et l'ac-  
cusant de profiter de cette  
crise pour changer le sta-  
tu-quo de Cuba, en sa  
faveur. Moscou insiste  
beaucoup sur le caractère  
permanent de la présence  
soviétique à Cuba, et nie  
qu'elle se soit renforcée  
quantitativement ou quali-  
tativement. Tass va jusqu'à  
presser les sénateurs amé-  
ricains de ratifier les ac-  
cords Salt II. Carter qui,

aurait sans doute préféré se  
lancer dans la campagne  
électorale avec les accords  
Salt II ratifiés «*en poche*»  
semble décidé à axer sa  
campagne sur cette rati-  
fication. Il a présidé trois  
réunions du Conseil Natio-  
nal de Sécurité en une  
semaine, et devra tenir  
compte de l'avis des ex-  
perts militaires américains  
qui sont de plus en plus  
nombreux à réclamer une  
attitude ferme vis à vis de  
l'URSS. Carter doit pro-  
noncer lundi soir un dis-  
cours à ce sujet.